

Déclaration du Président de la République à l'occasion d'un micro-tendu avec le Président de la République démocratique du Congo et de la Directrice générale du FMI pour l'ouverture du Sommet sur le financement des économies africaines.

Ce sommet de Paris pour le financement des économies africaines, c'est à nos yeux le sommet de l'urgence et de l'ambition. De l'urgence parce qu'il y a une urgence sanitaire — l'Afrique est l'un des continents les moins vaccinés au monde, et une urgence économique et sociale. Madame la Directrice générale vient de le rappeler, le président TSHISEKEDI dit aussi qu'il y a aujourd'hui un ralentissement très fort de la croissance partout en Afrique après une année 2020 extrêmement difficile. Et il y a un besoin de financement entre aujourd'hui et 2025 qui est estimé à environ 285 milliards de dollars. Et puis, en même temps, c'est le sommet de l'ambition parce que l'Afrique a tout pour réussir. Elle a une jeunesse, une force productive et la capacité à relever les défis, ceux de l'urgence climatique et alimentaire en particulier, si, collectivement, nous décidons en effet de proposer une nouvelle donne. C'est cette première pierre que nous souhaitons porter lors de ce sommet de Paris.

Tout ne sera pas réglé aujourd'hui mais c'est aujourd'hui un changement de paradigme que nous poussons, qui devra être poursuivi au G7, au G20 et que nous entendons poursuivre encore davantage sous la présidence française de l'Union européenne dans ce partenariat constant avec nos frères africains. C'est d'abord de vacciner plus et encore davantage. Il y a un an, nous avons lancé l'initiative Covax, dans l'objectif de vacciner 20 % de la population. L'Union africaine a lancé l'initiative AVATT pour monter à 30 %. Nous devons viser un objectif de 40 % de la population vaccinée. C'est faisable et c'est faisable en 2021. Si nous mobilisons les financements tel que proposé par le FMI et si collectivement, nous nous mettons en capacité de réallouer, de racheter plus de doses et de produire avec l'Afrique. Des propositions fortes ont été faites que soutient la France, qui consistent justement à aménager des règles de propriété intellectuelle et à permettre des vrais transferts de technologie qui mettront en capacité le continent africain de produire aussi davantage de vaccins.

La deuxième chose pour y répondre, c'est en effet ces droits de tirage spéciaux. Nous défendons l'idée que les pays les plus aisés puissent réallouer leurs droits de tirage pour qu'ils aillent vers les pays les plus pauvres, en particulier en Afrique, pour que les 33 milliards d'aujourd'hui deviennent 100 milliards et surtout, pour que nous puissions mieux les utiliser, c'est-à-dire les allouer à la Banque Africaine de Développement, innover en termes de financement et accompagner aussi cette ambition des financements que nous allons mobiliser grâce à la Banque mondiale car c'est un mix évidemment de prêts, de financements en subventions qu'il est important de mobiliser. Plus largement, nous avons vu qu'il faudrait rénover les règles de gouvernance économique et financière pour le continent africain. Aujourd'hui, il y a la pandémie, il y a d'autres pandémies qui touchent l'Afrique depuis trop d'années, cette crise économique et sociale, et l'épicentre du terrorisme international qui est en train de se déployer en Afrique. C'est pourquoi il est impérieux de pouvoir actualiser nos règles financières en prenant en compte cette charge de sécurité qui pèse sur beaucoup d'Etats africains, mais aussi en ayant une doctrine africaine de la bonne gouvernance et le rôle de l'Union africaine est ô combien important en la matière, consistant à utiliser cet argent vers les priorités, la sécurité quand il faut lutter contre le terrorisme, l'éducation, la santé, le développement durable, le développement des opportunités économiques.

Enfin, ceci se complète évidemment par la construction d'un cadre d'affaires stable pour pouvoir mobiliser l'investissement privé. Nous en parlerons tout à l'heure. Nous allons lancer une alliance inédite en la matière. Nous avons hier déjà commencé ce travail et c'est le fruit depuis plusieurs mois d'un effort important. L'idée est de mobiliser beaucoup plus les investisseurs et entrepreneurs du secteur privé, africains et non africains, pour pouvoir en quelque sorte fertiliser ces réformes et accompagner ces financements publics. Chacune de ses composantes fait partie d'une stratégie qui est cette nouvelle donne pour l'Afrique. Je crois que si nous arrivons dans les semaines et les mois qui viennent à nous mobiliser sur cette base, nous aurons les capacités non seulement de répondre à l'urgence que j'évoquais et d'éviter le pire, mais surtout de faire de cette situation une chance pour répondre à des problèmes que nous voyons depuis longtemps, mais que nous tardions à régler au fond et avec des outils adaptés. Donc, voilà ce sur quoi nous allons encore travailler cet après-midi avant de vous rendre compte tout à l'heure.

Merci beaucoup !